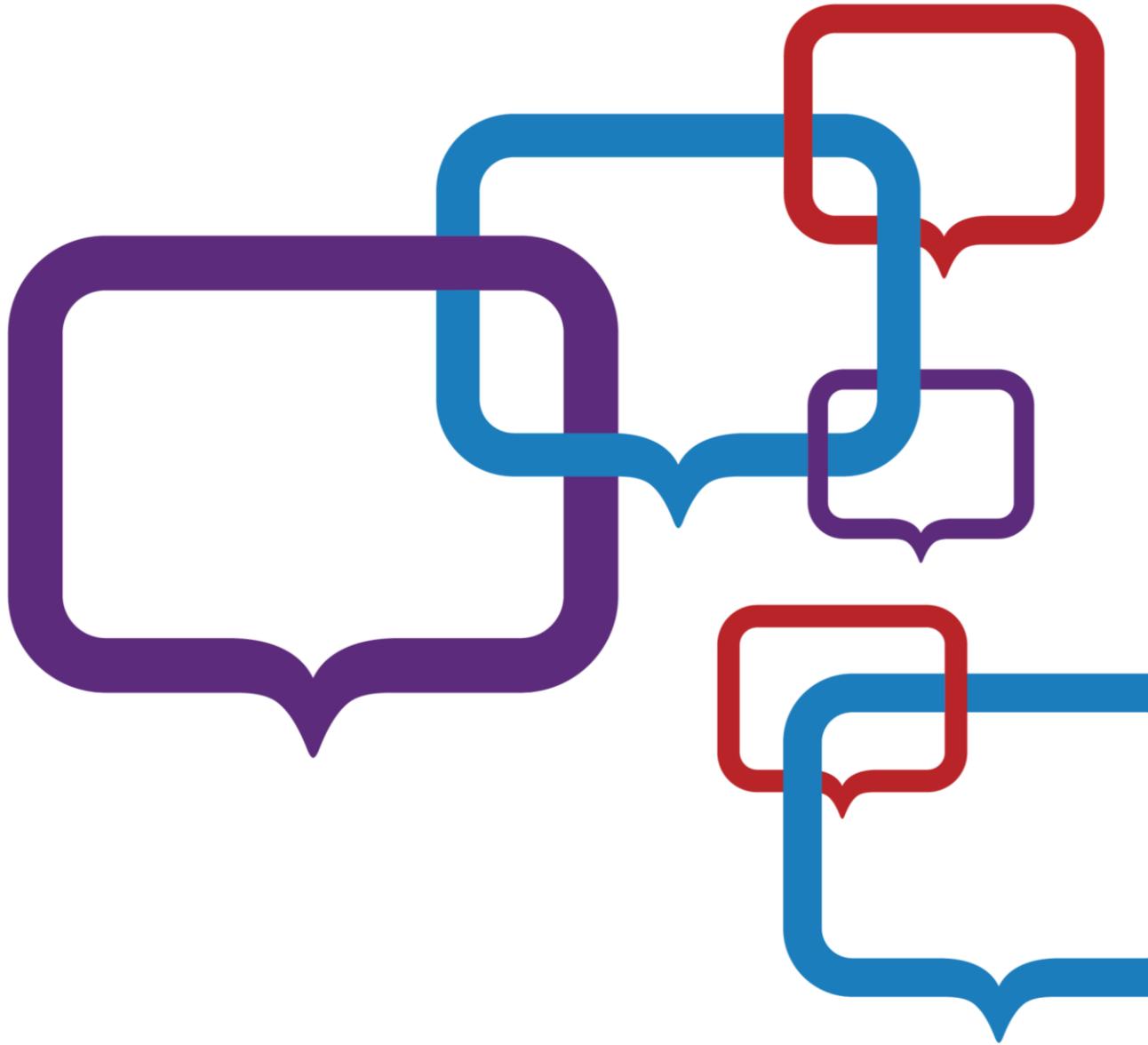




FEDERATION FOR THE
**HUMANITIES AND
SOCIAL SCIENCES**

FÉDÉRATION
**DES SCIENCES
HUMAINES**



Observations présentées dans le cadre des consultations prébudgétaires en vue du budget fédéral de 2025

Fédération des sciences humaines



Recommandations

- **Recommandation 1** : Respecter les engagements du budget 2024 vis-à-vis des conseils subventionnaires et corriger les disparités de financement de longue date en augmentant la part attribuée aux SH à un tiers au moins.
- **Recommandation 2** : Positionner les sciences humaines comme moteurs essentiels de l'innovation, notamment dans le cadre de projets d'intérêt national, d'initiatives axées sur des missions et de technologies émergentes.
- **Recommandation 3** : Investir dans une infrastructure nationale de libre accès.
- **Recommandation 4** : Accroître le soutien dédié à la création et à la diffusion des connaissances autochtones et françaises.



Introduction

L'existence d'un écosystème de recherche solide alimente les connaissances, les compétences et les talents dont le Canada a besoin pour relever les défis sociaux urgents et bâtir un avenir plus inclusif et plus prospère. Au sein de cet écosystème, les sciences humaines (SH) ont un rôle particulièrement essentiel à jouer.

Les chercheurs-euses en SH apportent une expertise approfondie et des solutions innovantes à des enjeux complexes tels que les changements climatiques, la réconciliation entre les Autochtones et les non-Autochtones, les progrès rapides de l'IA et la perte de confiance du public dans les institutions démocratiques.

Chaque défi que nous rencontrons comporte une dimension humaine. Les chercheurs-euses en SH fournissent les connaissances et les données probantes nécessaires pour susciter des changements significatifs et durables et aider les personnes, la société civile et les systèmes à s'adapter à des réalités en constante évolution.

Malgré ce rôle essentiel, les disciplines des SH continuent de recevoir une part démesurément faible du financement fédéral de la recherche. Afin de bâtir un écosystème de recherche équilibré et prêt pour l'avenir, le gouvernement du Canada doit consacrer au moins un tiers des investissements en recherche des trois organismes et des initiatives nationales connexes aux SH.

Cette attribution se justifie par :

- La structure même des trois organismes, qui place les SH aux côtés des sciences naturelles et de la santé comme pilier central du financement fédéral de la recherche.
- L'ampleur et la portée des disciplines des SH, qui représentent une part importante du corps professoral, des étudiants-es aux cycles supérieurs et des programmes universitaires au Canada.
- L'impact transversal des SH, qui servent de guide aux conditions sociales, culturelles, éthiques et institutionnelles qui façonnent et stimulent l'innovation inclusive, tout en développant les talents et les capacités critiques nécessaires pour la diriger et la soutenir.
- La confiance durable du public dans la recherche en SH, comme en témoigne un sondage national mené pendant la crise financière de 2008, dans lequel sept Canadiens sur dix se sont déclarés favorables à l'investissement fédéral dans les SH.



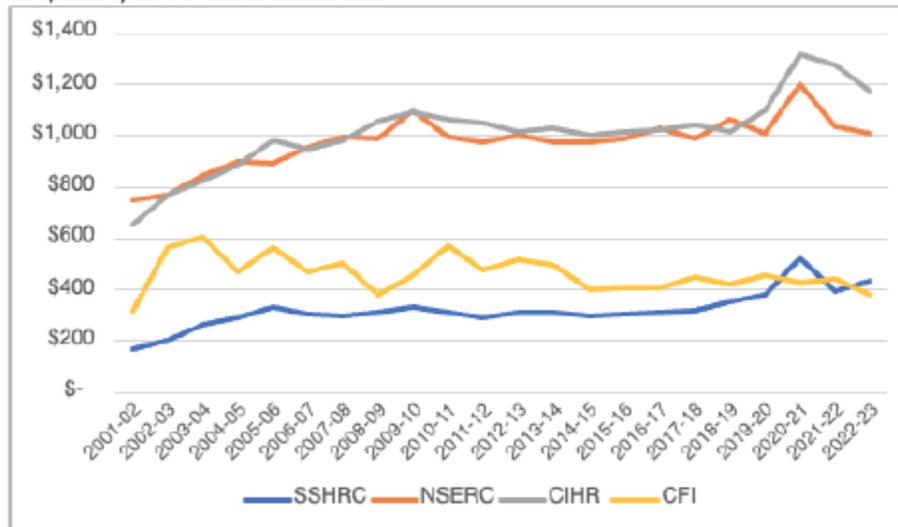
Nos recommandations

Recommandation 1 : Respecter les engagements du budget 2024 vis-à-vis des conseils subventionnaires et corriger les disparités de financement de longue date en augmentant la part consacrée aux SH à un tiers au moins.

À la suite d'une longue période de mobilisation et de consultations auprès des milieux concernés, le gouvernement du Canada a annoncé, dans son budget de 2024, des augmentations du financement de la science, de la recherche et de l'enseignement post-secondaire. Les engagements pris dans le budget de 2024 ont été ouvertement salués par la communauté scientifique canadienne, qui y a vu un soulagement par rapport à un système qui a toujours été sous pression, et un renforcement de la capacité du Canada à retenir les talents dans le domaine de la recherche et à renouveler ses établissements publics d'enseignement post-secondaire.

Comme le montre la figure 1 tirée d'une analyse environnementale réalisée en 2025 par Higher Education Strategy Associates (HESA) pour la Fédération, le financement des conseils subventionnaires fédéraux est resté pratiquement inchangé entre 2008-2009 et 2018. Bien qu'il y ait eu une légère augmentation en 2018 à la suite de la réponse du gouvernement à l'Examen des sciences fondamentales, l'analyse de HESA indique que l'inflation a depuis érodé la plupart, sinon la totalité, de ces gains.

Figure 1: Research Granting Council Expenditures by Council, in Millions of \$2021, 2001-02 to 2022-23.



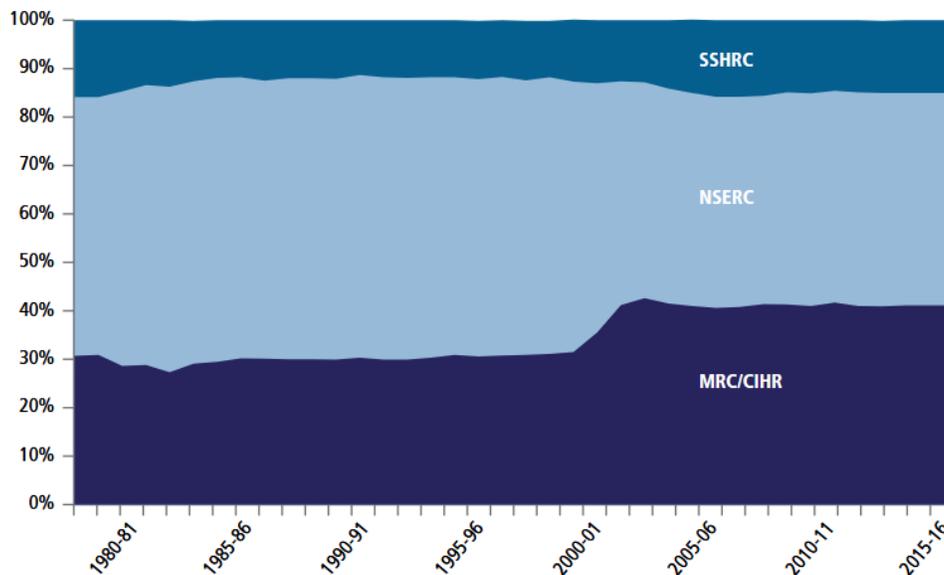


Ces réalités financières soulignent l'urgence de mettre en œuvre les investissements du budget 2024 de manière opportune et efficace. Les trois conseils subventionnaires du Canada sont les mieux placés pour harmoniser les augmentations et les possibilités de financement de l'enseignement post-secondaire sur les besoins de leur communauté. Ces organismes de financement sont bien connus de la communauté des chercheurs-euses et font partie intégrante de l'écosystème moderne de la recherche au Canada. Il est essentiel de veiller à ce que ces conseils puissent continuer à tirer parti du travail inestimable qu'ils ont accompli au cours des dernières décennies afin de garantir la mise en œuvre réussie et durable des nouveaux fonds de recherche annoncés en 2024.

Toutefois, pour que les conseils puissent s'acquitter de leur mandat de manière équitable et efficace, le gouvernement du Canada doit remédier au sous-investissement structurel dans les SH.

Si on le compare au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) et aux Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) n'a pas reçu un financement équitable. Le rapport sur l'examen des sciences fondamentales au Canada (2017) a conclu que « malgré l'application supposée d'une formule de répartition de 40-40-20 des fonds entre les conseils, la part du CRSH se situe en dessous de 15 % depuis trois décennies », comme le montre le *tableau 5.1* du rapport :

Exhibit 5.1: Total Granting Council Expenditures by Council



Note: Our analysis of research funding trends in this figure excludes the Research Support Fund (RSF)—previously the Indirect Costs Program (ICP)—since it does not support researchers directly. Rather, it provides funding directly to institutions to help defray the costs associated with managing research funded by the three granting councils (e.g., electricity and administrative support).

Source: ISED.



Bien que le budget de 2024 ait annoncé des fonds supplémentaires pour les conseils subventionnaires, le CRSH ne devrait recevoir que 18 %, ce qui le place en dessous de l'objectif de 20 %.¹

Étant donné que le CRSH est l'un des trois conseils subventionnaires fédéraux, un objectif de financement proportionnel d'au moins un tiers est justifié et nécessaire. L'augmentation de la part du CRSH contribuerait à corriger les déséquilibres structurels de longue date et à garantir que les disciplines des SH sont dotées de ressources suffisantes pour faire progresser l'innovation inclusive, le développement technologique éthique et les politiques publiques fondées sur des données probantes. Cette attribution d'un tiers doit également contribuer à la réalisation d'objectifs plus larges en matière d'équité en soutenant la recherche autochtone et francophone, notamment par des investissements continus dans des initiatives dirigées par les Autochtones, élaborées conjointement avec les communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis, et fondées sur les principes de la souveraineté des données et de l'autodétermination.

Le fait de donner au CRSH les moyens de consacrer un tiers des investissements à la recherche garantira que toutes les composantes du système de recherche canadien sont en mesure de répondre aux priorités nationales.

Recommandation 2 : Positionner les sciences humaines comme moteurs essentiels de l'innovation, notamment dans le cadre de projets d'intérêt national, d'initiatives axées sur une mission et de technologies émergentes.

Grâce à leurs approches axées sur la société civile, les experts-es en SH offrent des perspectives uniques sur bon nombre de questions urgentes au Canada. Il est essentiel de noter que les problématiques tels que le logement, les technologies émergentes et l'environnement ne peuvent pas être abordés uniquement d'un point de vue technique ; nos approches et nos solutions doivent être centrées sur l'humain et ancrées dans des valeurs.

Alors que le gouvernement fédéral s'efforce de renforcer la recherche et l'innovation pour s'attaquer à des questions d'intérêt national, il doit veiller à ce que les disciplines, les chercheurs-euses et les experts-es en SH soient impliqués-es à toutes les étapes. Cela signifie qu'il faut consacrer au moins 30 % de tous les fonds, des possibilités de recherche et des projets axés sur une mission à ces disciplines. Par exemple, les technologies émergentes telles que l'IA et l'informatique quantique sont en train de changer la façon dont la technologie façonne notre quotidien. Pourtant, malgré ces répercussions sociétales importantes, seule une petite partie des 2,4 milliards de dollars consacrés à la recherche en IA au Canada est consacrée à la compréhension de ces implications sociales.²

¹ Agrégés-es en stratégie d'éducation supérieure, Alex Usher. (2 décembre 2024). *Mise à jour rapide sur le financement de la recherche*. <https://higherstrategy.com/quick-update-on-research-funding/>.

² Innovation, Sciences et Développement économique Canada. (25 juin 2025). *Le gouvernement du Canada ouvre la soumission de demandes pour le Fonds d'accès à l'informatique pour l'IA*. <https://www.canada.ca/en/innovation-science-economic-development/news/2025/06/government-of-canada-opens-applications-for-the-ai-compute-access-fund.html>



L'intégration des approches SH et des considérations éthiques aux technologies émergentes se fait souvent aux dernières étapes du développement de la technologie. Cette approche qui donne la priorité aux STIM et relègue les considérations sociétales au second plan laisse une marge considérable pour les risques et les erreurs.

L'adoption généralisée de l'internet en est un exemple. Les communautés autochtones du Canada n'ont pas été suffisamment consultées et ont rencontré des obstacles disproportionnés à l'accès, qui persistent encore aujourd'hui.³

Les disciplines SH sont également en train de former la prochaine génération de fonctionnaires, d'innovateurs·trices, de décideurs·euses, d'éducateurs·trices et de chefs·fes de file de la société civile. En 2021-2022, les inscriptions dans les programmes SH au niveau post-secondaire ont représenté un total de 1 160 256, soit 52,8 % de toutes les inscriptions post-secondaires.⁴ Plus récemment, une analyse environnementale réalisée par les Agrégés-e.s en stratégie d'éducation supérieure pour la Fédération a révélé que le nombre de professeurs en sciences sociales s'élevait à un peu moins de 7 900, ce qui fait de ces disciplines les plus importantes en termes d'effectifs. Le corps professoral en sciences humaines était similaire à celui des autres disciplines, avec un peu moins de 4 800 professeurs.

Les étudiants-es et les professeurs-es en SH représentent une part importante des talents post-secondaires du Canada, ces disciplines ne doivent donc pas être négligées ni sous-financées. Investir dans ces talents permet au Canada de répondre aux besoins changeants du marché du travail grâce à des collaborateurs·trices et à un leadership prêts-es à fournir des solutions adaptables, éthiques et ancrées dans la société.

Recommandation 3 : Investir dans une infrastructure nationale de libre accès.

Le libre accès est fondamental pour atteindre l'objectif du Canada de rendre la recherche publique accessible dans le monde entier. Pourtant, malgré des engagements politiques tels que la *Feuille de route pour une science ouverte 2020* et l'examen de la politique des trois organismes sur le libre accès 2023-2025, de nombreux chercheurs·euses continuent de devoir s'acquitter de frais de publication élevés et d'avoir accès à des infrastructures limitées. Ces obstacles détournent souvent les fonds destinés à la recherche elle-même et touchent de manière disproportionnée les chercheurs·euses en début de carrière, les groupes méritant l'équité et ceux qui publient en français ou dans des langues autochtones.

Pour respecter ses engagements en matière de science ouverte, le gouvernement du Canada doit investir dans une stratégie nationale coordonnée de financement de la publication et de l'infrastructure en libre accès. Cette stratégie devrait inclure :

³ Centre Samuel pour la connectivité sociale, Emma Greenfield. (7 juillet 2020). *Digital Equity for Indigenous Communities*. <https://www.socialconnectedness.org/digital-equity-for-indigenous-communities/>. (*Équité numérique pour les communautés autochtones*).

⁴ Statistique Canada. Tableau 37-10-0011-01 Inscriptions dans l'enseignement post-secondaire, selon le domaine d'études, le statut d'inscription, le type de programme, le type de titre de compétence et le sexe



- un investissement continu dans les éditeurs de proximité, les plateformes basées dans les bibliothèques et les modèles de libre accès « diamant »
- un soutien ciblé aux chercheurs-euses issus-es de groupes méritant l'équité
- l'alignement sur les principes de souveraineté des données autochtones et sur les approches élaborées conjointement pour le partage ouvert des connaissances
- des mesures visant à améliorer l'identification, l'accessibilité et l'impact de la recherche en français, comme le recommande le Comité permanent de la science et de la recherche de la Chambre des communes

Pour les chercheurs-euses en SH en particulier, les livres savants et les monographies restent des vecteurs essentiels de la diffusion de la recherche ; pourtant, ils sont souvent exclus des cadres de financement et des politiques en matière de libre accès. Sans un soutien ciblé, le libre accès des publications savantes de format long risque d'être inaccessible, sous-financé et mis en œuvre de manière inéquitable. Un volet dédié aux livres en libre accès comblerait une lacune importante dans les politiques et refléterait les réalités de l'édition dans les disciplines des SH.

En réduisant les obstacles financiers et techniques, un tel investissement améliorera l'accès mondial à la recherche canadienne et garantira que les connaissances financées par les deniers publics profitent à tous les Canadiens.

Recommandation 4 : Accroître le soutien dédié à la création et à la diffusion des connaissances autochtones et en français.

Les communautés autochtones continuent de se heurter à des obstacles disproportionnés d'accès au financement et aux possibilités en matière de recherche et de sciences. La Fédération s'est réjouie de l'engagement de 30 millions de dollars sur trois ans pour soutenir la participation des Autochtones à la recherche.

Afin de garantir que ces fonds soient mis en œuvre sans heurts, le gouvernement fédéral doit travailler en pleine collaboration avec les communautés inuites, métisses et des Premières Nations afin de s'aligner sur leurs besoins et leurs priorités. Cet investissement doit être compris comme faisant partie de la responsabilité du gouvernement fédéral de donner suite aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, notamment ceux qui demandent un soutien accru à l'éducation et à la recherche dirigées par les Autochtones. Le respect de la souveraineté et de l'autodétermination des Autochtones en matière de données doit être sans plus attendre au cœur de la mise en œuvre de ces fonds.

La Fédération demande également au gouvernement fédéral de renforcer son soutien à la recherche et à la diffusion des connaissances en français. Les initiatives en cours pour soutenir la recherche en français, telles que le nouveau Fonds d'appui au secteur post-secondaire et aux savoirs scientifiques en français de Patrimoine canadien, constituent une avancée prometteuse pour combler le déficit de longue date en matière de soutien à la science et à la recherche en français. Au fur et à mesure que ces initiatives progressent, il sera essentiel qu'au moins un tiers des fonds et des possibilités soient consacrés-es au soutien des chercheurs-euses francophones en SH. Les chercheurs-euses francophones en SH jouent un rôle essentiel dans la compréhension de l'identité culturelle, la préservation de la langue, la participation démocratique et l'équité sociale dans tout le Canada.



Conclusion

La Fédération demande au gouvernement du Canada de garantir les éléments essentiels à un écosystème de recherche et d'innovation florissant en :

1. donnant suite à ses investissements pour 2024 dans la prochaine génération de chercheurs·euses au Canada et en remédiant au sous-financement structurel des SH
2. s'engageant à faire participer et à soutenir de manière significative l'expertise en SH en matière de priorités nationales de recherche et d'innovation
3. mettant en place une approche nationale coordonnée du financement du libre accès
4. renforçant le soutien à la recherche autochtone et à la création et à la diffusion des connaissances en français

Fort d'un leadership fédéral accru et d'investissements renforcés pour les chercheurs·euses en SH, notre pays peut devenir un chef de file mondial dans l'économie du savoir et assurer un avenir meilleur à toute la population canadienne.



À propos de la Fédération

La Fédération des sciences humaines (la « Fédération ») représente plus de 160 organisations membres, dont des universités, des collèges et des associations savantes, ainsi qu'une communauté de près de 90 000 chercheurs-euses et étudiants-es aux cycles supérieurs à travers le Canada. Nous sommes la voix nationale de la communauté des SH, et nous militons pour l'avancement, le financement et la visibilité de la recherche qui façonne les politiques publiques, les institutions démocratiques, l'équité sociale et l'innovation.

La Fédération joue un rôle unique et stratégique dans l'écosystème de recherche au Canada en :

- rassemblant l'expertise en SH des universités, des collèges et des organisations communautaires de tout le pays
- offrant une plateforme nationale pour communiquer avec les chercheurs-euses en SH et en tirant des enseignements directs de leur part grâce à des événements annuels tels que le Congrès, des sommets, des consultations et des initiatives ciblées
- étant responsable du changement à l'échelle de l'écosystème sur des enjeux clés tels que le libre accès, l'éducation des diplômés et l'équité
- coordonnant la défense des intérêts à l'échelle nationale afin de rehausser le rôle des SH dans la résolution des défis sociaux, culturels, économiques et démocratiques du Canada.

Pour plus d'informations sur la Fédération, visitez le site www.federationhss.ca/fr.